

L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR L'UE

REUNION AVEC LA COMMISSION EUROPEENNE DU 2 DECEMBRE 2022

1. PRESERVER LA PAIX EN EUROPE

Concernant la guerre elle-même, il est évident que ce conflit menace la paix en Europe et dans le monde. L'Union européenne ne sera pas en sécurité tant que ce conflit durera, c'est pourquoi il nous paraît important de tout faire pour chercher un cessez-le-feu dans un premier temps et encourager des négociations de paix tout en soutenant le peuple ukrainien comme nous l'avons déjà fait. Peut-être fallait-il aussi accueillir les Russes fuyant la guerre et opposés à celle-ci, pour montrer que nous sommes attachés à la paix et nullement en conflit avec la Russie.

2. DEFENDRE LES INTERETS ET LE CADRE EUROPEENS

Nos intérêts ne sont pas exactement les mêmes que ceux des Américains. En particulier, ceux-ci n'ont aucunement envie de voir une Europe indépendante et capable de se défendre. Nous avons le droit de ne pas partager cet avis et il nous semble important que l'Europe soit une entité forte avec à la fois des alliances fortes comme le pacte de l'OTAN, mais également une défense européenne forte qui reste à construire.

Nous avons à défendre ce qui définit l'Europe, qui fait notre originalité et notre identité et qui doit rester notre modèle :

- Un espace de paix
- La démocratie et l'Etat de droit avec des droits inscrits dans la Charte des Droits fondamentaux de l'Union.
- Des solidarités géographiques et intergénérationnelles comprenant des services publics, un droit du travail, une protection sociale.

Il serait à notre sens imprudent de procéder à un élargissement supplémentaire qui pourrait être perçu comme une fuite en avant plutôt

qu'un réel progrès. (Il faut peut-être rappeler que la Géorgie n'appartient pas plus à l'Europe que le Maroc dont la candidature a été refusée pour cette raison.)

Tant que nos procédures de décision resteront soumises pour la plupart à l'unanimité, cette volonté d'élargissement n'aboutirait qu'à rendre les décisions encore plus laborieuses, voire impossibles.

Pour cela il nous paraît important de consolider nos acquis et notre cohésion et d'optimiser le fonctionnement actuel en utilisant davantage les coopérations renforcées pour les questions importantes ne rencontrant pas de consensus.

La crise ukrainienne a, de fait, positionné au second plan les recommandations issues de la consultation pour l'avenir de l'Europe. Nous avons regretté que la Présidente Von Der Leyen n'ait mentionné ce chantier dans son discours de septembre que pour en souligner l'importance. Nous savons qu'aujourd'hui même se tient au Parlement européen une réunion de présentation du suivi des conclusions de la conférence. Nous espérons qu'il apparaîtra une feuille de route d'actions clairement exposées que nous attendons comme tous les citoyens qui ont activement participé à cette conférence.

3. UN MIX ENERGETIQUE EUROPEEN ET DES PRIX JUSTES

La guerre en Ukraine n'est pas à l'origine de la totalité de la crise énergétique que nous abordons. L'Europe a pris des décisions, notamment dictées par la croyance dans un dogme économique sur les bienfaits absolus de la concurrence, ce qui nous a conduit à créer celle-ci quand elle n'existait pas. C'est ainsi qu'en France, la société productrice d'électricité, EDF, s'est vue obligée de vendre son électricité à 0,52 cts/kwh à une concurrence maintenue en survie artificielle, pendant qu'elle est obligée d'acheter les kwh qui lui manquent au prix du marché qui est monté jusqu'à 1000 € /kwh. L'intérêt du consommateur n'a pas été prioritaire dans la construction artificielle de cette organisation et les citoyens risquent fort de se rebeller devant les augmentations de prix annoncées pour l'hiver.

Nous devons travailler à définir un mix énergétique européen global, cohérent, dans lequel chaque pays pourrait s'inscrire en fonction de sa réalité propre.

4. AVOIR UNE POLITIQUE LARGE POUR L'IMMIGRATION

Cette question appelle une réflexion plus large que celle centrée sur les migrations actuelles. D'autant que les migrants climatiques (qui ne disposent d'aucun statut juridique à ce jour) sont encore peu visibles. On sait pourtant que ces flux grossiront la migration économique et les demandes d'asile. On peut constater que les Etats membres respectent peu les accords de Dublin II et que les égoïsmes nationaux restent prépondérants.

Il est impératif que nous puissions accueillir dans des conditions humaines et dignes ceux que nous acceptons sur nos territoires et pour cela, ils doivent pouvoir y trouver du travail. Or nous manquons de main d'œuvre dans nos pays. Nous formulons plusieurs propositions :

- Lancer des plans de formation dans les métiers en tension en direction de deux publics à la fois : les demandeurs d'emploi européens et les immigrants en donnant la priorité à ceux qui acceptent de se former.
- Organiser l'accueil partout avec des cours de langue pour les nouveaux arrivants (il y a plus de 70 ans que ce système est mis en place en Israël et constitue un puissant levier d'intégration)
- Mieux répartir les arrivants en appliquant Dublin II
- Intensifier la lutte contre les réseaux de passeurs mafieux
- Conditionner les aides que nous apportons aux pays d'origine à la mise en place de politiques de développement de l'emploi effectives pour les citoyens de ces pays et à l'acceptation du retour sur leur territoire de ceux qui sont refoulés par l'UE.